

*Pouvoir d'emprunt*

la croissance économique. Donnons des concessions fiscales aux sociétés, assurent-ils, et elles créeront des emplois en investissant leurs bénéfices. La preuve est faite pourtant que cette théorie ne fonctionne pas puisque le taux de chômage se poursuit et que nous perdons quand même des centaines de milliards de dollars de recettes fiscales. Le Nouveau parti démocratique estime que c'est le peuple qui est le moteur de la croissance économique. Si les gens ont suffisamment d'argent pour combler leurs besoins élémentaires, pour se loger, pour se nourrir et pour se vêtir, ils créeront des emplois, monsieur le Président. En dépensant leur argent, ils raviveront la demande intérieure et ils feront travailler leurs concitoyens par effet d'entraînement.

● (1130)

Nous sommes contre ce projet de loi, au Nouveau parti démocratique, parce que nous considérons que la politique de réduction du déficit du gouvernement actuel et de son prédécesseur libéral a avorté. Mais elle a été une mine d'or pour les riches.

**M. Manly:** Monsieur le Président, je félicite mon collègue d'avoir si bien exposé certains principes économiques élémentaires et certains problèmes moraux actuels. Alors que celui qui gagne 100 000 \$ annuellement verra ses impôts augmenter d'environ 2 p. 100, les pauvres qui ne touchent que 15 000 \$ subiront des hausses de 90 p. 100. On voit tout de suite qu'il existe un lien direct entre l'enrichissement des nantis et l'appauvrissement des démunis, et ce lien c'est le régime fiscal. Celui-ci est injuste, ainsi que l'a enfin reconnu le gouvernement lui-même.

Le gouvernement veut réformer la fiscalité, comme il le dit depuis quelques années. Nous espérons qu'il tiendrait parole à l'occasion de ce budget, mais il préfère attendre. Bien que nous ignorions en quoi consistera précisément la réforme fiscale, quelles sont les mesures que mon collègue espère voir le ministre des Finances (M. Wilson) nous proposer?

**M. de Jong:** Monsieur le Président, nous attendons tous impatiemment les propositions du ministre des Finances tendant à réformer la fiscalité. Cette initiative est importante, pour le gouvernement, sur le plan politique. Aux États-Unis, la réforme fiscale a ramené à quelque 28 p. 100 le taux de la tranche d'imposition supérieure, dans le cas des particuliers. Les recettes provenant des sociétés augmenteront d'environ 130 milliards de dollars du seul fait que le gouvernement américain a mis fin aux échappatoires. Ce supplément profitera à beaucoup de gens. Il reste à savoir si le gouvernement canadien en fera autant. Attendons de voir.

Du point de vue politique, il est fort possible que le gouvernement espère profiter de la réforme fiscale pour se faire réélire. Voilà pourquoi, quant à moi, il la remet constamment à plus tard. Or, il aurait pu dès 1984 nous donner une idée de son orientation et procéder à la réforme lors du budget de 1985 ou, du moins, mettre en oeuvre certaines mesures. Le gouvernement remet constamment à plus tard. Je ne m'étonnerais pas que l'on nous propose la réforme fiscale peu de temps avant l'annonce des prochaines élections et que cette réforme devienne une manoeuvre politique.

Je soupçonne également que cette réforme comportera une réduction substantielle de l'impôt des particuliers. Cependant,

je crains fort que le gouvernement ne récupère cette baisse des impôts par une nouvelle forme de taxe sur les opérations commerciales ou une taxe à la consommation. Le gouvernement nous donnera d'une main de l'argent qu'il reprendra de l'autre. Il procédera au moyen d'une taxe sur la valeur ajoutée ou d'une taxe sur les opérations commerciales qui est une taxe dissimulée, ou encore d'une taxe de vente qui ne sera pas évidente pour le consommateur. Essentiellement, la réforme fiscale pourrait s'avérer un jeu de dupes : aujourd'hui vous voyez votre argent s'envoler en impôts, demain, vous ne le verrez pas.

C'est malheureux, mais je ne pense pas que le gouvernement adhère fondamentalement au principe voulant que le moteur de la croissance du Canada soit sa population, la satisfaction des besoins des gens. Je pense que tout comme le parti libéral, le gouvernement a pour principe que si les couches supérieures de la société s'en tirent bien, les avantages qui leur sont accordés auront éventuellement des retombées sur les classes inférieures et à un moment ou à un autre, plus d'emplois seront créés. C'est ce que l'on appelle la théorie des retombées. Essentiellement, elle veut que si l'on donne beaucoup d'avoine à un cheval, le moineau finira par en profiter. Le cheval absorbe son avoine et le moineau peut se nourrir à même le crottin. Cette théorie des retombées ou des miettes n'a pas fait ses preuves.

Je veux également rappeler à mon collègue et à la Chambre que les pauvres du Canada sont victimes d'une cruelle farce. Ce sont eux les victimes, les laissés pour compte de la lutte contre l'inflation. Comme la Chambre s'en souvient, vers le milieu des années 1970, alors que l'inflation avait connu des flambées atteignant 12 p. 100 et plus, on était décidé à l'échelle nationale et, en fait, à l'échelle internationale à juguler l'inflation. Ses causes étaient nombreuses, mais le problème était principalement imputable à la cupidité de l'homme, des sociétés pétrolières, de l'OPEP et des producteurs de matières premières. Les hommes d'affaires qui en avaient la force ont suivi le mouvement, ce qui a provoqué le phénomène de l'inflation. Les gouvernements ont décidé d'enrayer complètement l'inflation en adoptant des politiques de restriction financière. Ainsi, beaucoup de gens ont perdu leur emploi, et notamment des ouvriers, des employés de bureau, des avocats et des comptables. Ces gens n'ont toujours pas d'emploi et c'est pourtant à eux que le gouvernement impose un lourd fardeau fiscal depuis son arrivée au pouvoir.

**M. Ravis:** Monsieur le Président, je commençais à croire que l'intervention du député portait sur la théorie des miettes du festin. Je voudrais faire suite à la question soulevée par mon collègue, le député de Cowichan—Malahat—Les Îles (M. Manly), au sujet de la réforme fiscale qu'on attend en retenant son souffle.

Je puis vous assurer, monsieur le Président, que, moi aussi, j'attends cette réforme fiscale en retenant mon souffle, mais que je l'attends dans un état d'esprit positif à l'égard de ce que nous proposera le ministre des Finances (M. Wilson) qui, en 1984, a présenté un programme économique fort réaliste. Voilà deux ans et demi que nous exerçons notre mandat, et certains indicateurs économiques très favorables nous permettent de croire que nous sommes sur la bonne voie.

Depuis les deux ans et demi que je suis ici, j'ai fini par me convaincre que, quelle que soit la mesure que l'on propose aux néo-démocrates, serait-ce la meilleure des mesures qui soient,